

IRAK

Amnesty International à Bassora : Compte-rendu de mission du 8 mai 2003

Index AI : MDE 14/110/2003

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Jeudi 8 mai 2003

Brutalités policières

La délégation d'Amnesty International a recueilli des témoignages sur deux affaires dans lesquelles des soldats britanniques avaient fait feu. L'une de ces affaires concerne Ali Salim Aziz Allami, âgé de quatorze ans. Les délégués ont interrogé sa famille et un témoin oculaire.

À Umm Qasr, les délégués d'Amnesty International se sont entretenus avec un jeune garçon de quatorze ans, qui saignait. Il leur a expliqué qu'il avait été battu par un soldat britannique. Les délégués n'ont pas été en mesure de confirmer la véracité de ses allégations, mais suivent cette affaire de près.

Par ailleurs, la délégation a eu des entretiens avec un groupe d'hommes qui affirment avoir été roués de coups par des soldats britanniques. Un avocat a fourni à l'organisation de défense des droits humains des informations sur une autre affaire, survenue à Zubar.

Maintien de l'ordre et sécurité

Un certain nombre d'auxiliaires de police irakiens ont été recrutés pour maintenir l'ordre aux côtés du personnel militaire britannique. Les délégués d'Amnesty International ont visité deux postes de police et un poste de contrôle, afin d'observer comment se comportaient les soldats britanniques et les policiers irakiens.

Des sources britanniques ont communiqué aux délégués des renseignements concernant la réforme de la police, et plus particulièrement la procédure de recrutement et de sélection de la police locale, et les programmes de formation.

Selon certaines informations, la criminalité a pris des proportions inquiétantes ; les personnes soupçonnées d'avoir commis notamment des viols, des meurtres, des enlèvements ou des pillages, sont maintenues en détention. Les délégués ont obtenu des informations concernant la manière dont ces détenus sont traités. On leur a rapporté que les femmes se font

maintenant connaître pour porter plainte, surtout pour des affaires de violence domestique.

Par ailleurs, les délégués d'Amnesty International ont visité l'école primaire de Gharnata, à al Haritha, dans la province de Bassora, et constaté qu'un missile n'ayant pas explosé se trouvait toujours dans la cour de récréation.

La délégation a rencontré de manière informelle Ole Woehlers Olsen, coordonnateur pour le Sud de l'Irak du Bureau de reconstruction et d'aide humanitaire (ORHA).

Réforme judiciaire

Les délégués se sont entretenus avec plusieurs responsables britanniques au sujet de la réforme du système judiciaire en Irak. Actuellement, aucune prison n'est en service à Bassora ; des conseillers doivent se rendre dans cette ville pour formuler des avis sur la construction de nouveaux établissements. Les forces britanniques ne souhaitent pas utiliser les anciens sites, associés à des images de torture et d'autres violations des droits humains.

Les délégués ont organisé des rencontres avec les représentants de l'Organisation de l'action islamique et du Congrès national irakien (CNI). Ils ont également rencontré Cheikh Muzahem Al Tamimi, dirigeant du conseil de Bassora et chef de la tribu Al Tamimi.

Homicides commis par vengeance

Les délégués d'Amnesty International ont enquêté sur trois affaires d'homicides commis dans l'intention de se venger d'anciens membres du Parti Baas. La manière dont ils ont été perpétrés pourrait annoncer une vague d'homicides commis par vengeance dans la région de Bassora.

Étrangers bloqués en Irak

Au cours d'une visite à l'hôpital Pity de Bassora, les délégués se sont entretenus avec deux ressortissants étrangers – tous deux anciens prisonniers de guerre – qui ont perdu leurs papiers et sont actuellement bloqués en Irak.

Personnes portées disparues

Les délégués ont mené des entretiens avec des personnes qui recherchaient leurs proches portés disparus, en dehors du cadre

du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Les délégués ont organisé une réunion où chacun pouvait venir et communiquer des renseignements à Amnesty International sur les membres de sa famille portés disparus. Ils ont recensé des cas depuis 1986 jusqu'au conflit actuel.

En outre, les délégués ont visité le poste militaire situé dans le centre d'Umm Qasr. Aux abords de ce poste, en moins d'une demi-heure, ils ont recueilli 36 questionnaires remplis par des personnes recherchant des proches portés disparus, prisonniers de guerre présumés.

Une multitude de personnes a continué de contacter la délégation d'Amnesty International en vue de lui communiquer des renseignements sur des atteintes aux droits humains, principalement sur des proches qui ont « disparu ». Un chef de communauté a remis à l'organisation de défense des droits humains une liste de 154 noms de personnes exécutées en 1999, au lendemain de l'assassinat d'Al Sayyid Al Sadr. D'autre part, la délégation a mené des entretiens avec d'anciens prisonniers politiques.

Enfin, la délégation a poursuivi son travail de recueil d'informations sur l'emplacement des charniers. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter le site web : <http://efai.amnesty.org/>